



Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Geniès BALAZUN, Isabelle GUIRAUD.

Service public de l'eau et de l'assainissement - Participation à l'appel à projets "Connaître les émissions de micropolluants des stations d'épuration" de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est aujourd'hui maître d'ouvrage de treize stations d'épuration dont l'exploitation est confiée à Aqualter et Véolia Eau dans le cadre de deux contrats de délégation de service public.

Dans sa note technique du 12 août 2016, le ministère de l'écologie et du développement durable précise les nouvelles modalités de mise en œuvre des actions en faveur de la Recherche et de la Réduction des Substances Dangereuses pour l'Eau (RSDE) pour les stations de traitement des eaux usées urbaines d'une capacité nominale supérieure ou égale à 10 000 équivalents habitants. Une nouvelle campagne d'analyse est à conduire en 2018 et devra débuter au plus tard le 30 juin 2018. Pour cette campagne, il est prévu 6 analyses/an en entrée et en sortie de station pour une centaine de micropolluants (110 substances en entrée et 91 en sortie).

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse lance un appel à projets « *Connaître les émissions de micropolluants des stations d'épuration* » pour accompagner les campagnes d'analyses de micropolluants dans les stations d'épuration domestique visées par l'action de RSDE, en incluant un volet "boues". L'objectif est d'acquérir une connaissance globale des émissions de micropolluants issus des stations d'épuration d'une capacité supérieure à 10 000 équivalents habitants avec deux finalités :

- déterminer de manière objective le rôle des stations d'épuration quant à l'élimination des micropolluants ;
- identifier les micropolluants stockés dans les boues potentiellement problématiques pour la collectivité et initier une démarche de réduction.

Les projets, pour être financés, comprennent obligatoirement :

- Les analyses réglementaires RSDE telles que prescrites par arrêté sur les compartiments eau d'entrée et eau de sortie de la station d'épuration. Les analyses sont réalisées dans le strict respect des modalités d'analyse et de prélèvement prévues dans la note technique du 12/08/2016 ;
- Au moins 3 analyses sur le compartiment "boues". Les analyses sont couplées avec celles sur l'eau (entrée, sortie et boues réalisées simultanément sur 3 des 6 campagnes réglementaires). La liste des substances à analyser et les modalités techniques de prélèvement et d'analyse sont définies dans le règlement de l'appel à projets.

Les prestations subventionnées au maximum à 70% par l'Agence de l'Eau sont les suivantes :

- la location d'un matériel de prélèvement compatible avec l'analyse des micropolluants ;
- les prestations d'analyse eau et boues par un laboratoire extérieur.

La Métropole exploite 5 stations d'épuration de plus de 10 000 équivalents-habitants : Maera, Baïnea (Baillargues-Saint-Brès), Gour de Lamy (Pignan-Saussan-Fabrigues), Gaïa (Cournonterral) et Villeneuve-lès-Maguelone.

Sur ces 5 stations, le coût prévisionnel des analyses supplémentaires sur les boues est de 13 123 € H.T. Le montant global des analyses eau et boue s'élève quant à lui 76 722 € H.T.

Aqualter et Véolia Eau, délégataires en charge de l'exploitation de ces stations, ont déjà prévu la réalisation des analyses réglementaires RSDE dans le cadre de leurs contrats respectifs.

La répartition financière des charges supplémentaires liées à la participation à l'appel à projets sera négociée avec les délégataires à l'occasion d'un futur avenant en cas de réponse favorable de l'agence de l'eau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation à l'appel à projets lancé par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse « *Connaître les émissions de micropolluants des stations d'épuration* »,
- solliciter de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse ses meilleures aides financières,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à

cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-45212-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.